

analyses



L'après-Prigojine et l'héritage de Wagner

Pierre de Gasquet



Une des grandes forces du système Wagner est d'avoir construit un puissant réseau d'influence sur le continent africain, largement documenté. Loin de signer son démantèlement, sa reprise en main par le Kremlin pourrait même renforcer son influence en Afrique, y compris à la faveur des coups d'Etat au Niger et au Gabon.

« Je parie qu'il a dû penser à Poutine. » Boris Johnson est l'un des rares à avoir imaginé les pensées d'Evgueni Prigojine au cours des trente secondes de dégringolade de son jet privé. « Je ne peux pas penser à un autre exemple de sauvagerie ostentatoire et décomplexée de la part d'un leader mondial dans l'histoire moderne », ajoute l'ancien Premier ministre britannique dans le « Daily Mail ». Anatomie d'une chute sans procès.

Au lendemain de la disparition de Prigojine, la question de l'avenir de la nébuleuse Wagner reste entière. Rebaptisée ou non, remaniée et remise au pas, il y a fort à parier qu'elle survivra sous une forme ou sous une autre à l'élimination de ses fondateurs. Pis : elle pourrait même renforcer son influence en Afrique. C'est en tout cas la thèse de l'ambitieuse enquête – fondée sur les travaux du collectif All Eyes On Wagner (1) – que s'approprient à publier les journalistes d'investigation Lou Osborn et Dimitri Zufferey aux Editions du Faubourg.

« Wagner est mort, vive Wagner », comme le pense la politologue Anna Colin Lebedev, spécialiste des sociétés postsoviétiques ? Officiellement, les compagnies militaires privées restent illégales en droit russe. Mais une nouvelle loi, adop-

tée par le Parlement après le putsch raté de juin, encourage la création d'armées semi-privées régionales sous la houlette des gouverneurs de régions (2). Et les milices semi-privées (Redut, Convoy, Patriot, Enot...) n'ont cessé de prospérer. Le nom d'Andreï Trochev, alias Sedoï (« cheveux gris »), fidèle de Poutine qui aurait alerté le régime du projet de mutinerie fin juin, serait déjà avancé pour la succession de Prigojine à la tête de Wagner (le nom du général Andreï Averyanov circule également). Mais pour Lou Osborn et Dimitri Zufferey, le système Wagner reste avant tout un puissant outil d'influence, conçu par le Kremlin, en vue de renforcer sa politique extérieure.

Punir Wagner sans dilapider l'héritage

Si la structure de gouvernance pilotée par Prigojine et son bras droit Dmitri Outkine, lui aussi disparu dans l'explosion du jet Embraer Legacy 600, le 23 août, aura du mal à prospérer, il reste un précieux héritage de savoir-faire et de techniques à préserver. Depuis la mutinerie ratée des 23 et 24 juin, le service de renseignement de l'armée russe (GRU) semble avoir déjà commencé à récupérer les missions de Wagner pour les redistribuer à la milice Convoy de Sergueï Aksionov, l'homme fort de Moscou en Crimée,

et à Redut, la milice semi-privée associée à l'invasion de l'Ukraine dès son lancement, en février 2022.

Fondé sur les travaux du collectif All Eyes On Wagner et les méthodes de recherche en sources ouvertes d'Open Source Intelligence (Osint), l'impressionnant travail de reconstruction de Lou Osborn et de Dimitri Zufferey démarre par la sidérante galerie des figures mythiques qui ont contribué au phénomène Wagner : depuis le sinistre Andreï Trochev déjà cité jusqu'à Konstantin Pikalov, le patron de la nouvelle milice Convoy présente en Ukraine. Mais son principal mérite est surtout de disséquer et d'analyser les techniques d'influence du groupe Wagner, dont le Kremlin aura nié l'existence jusqu'à l'été 2022 – huit ans après sa création effective – en vertu du principe du fameux « démenti plausible ».

De la ferme à trolls au Centrafrique

Il faudra même attendre juin 2023 pour que Vladimir Poutine reconnaisse la supercherie de l'autonomie fictive de Wagner en révélant lui-même les milliards de financement public dont a bénéficié l'empire de Prigojine. Le défi qui attend désormais le Kremlin est de « punir Wagner [c'est désormais chose faite] sans désespérer les tranchées ni effacer d'un revers de manche une décen-

nie d'influence en Afrique », résume le président de Reporters sans frontières, Pierre Haski, dans sa préface au livre de Lou Osborn et Dimitri Zufferey.

Historiquement, l'aura du « cuisinier de Poutine » reste en grande partie liée à la création de la première « ferme à trolls », l'Internet Research Agency (IRA), l'agence de propagande très active dans l'élection américaine de 2016. Mais l'IRA a largement fait école en Afrique en fournissant logiciels et technologies aux régimes locaux. Une des forces du groupe Wagner est aujourd'hui de disposer d'un puissant réseau d'influence et de propagande sur le continent africain auquel le Kremlin n'est pas près de renoncer. La Russie n'est-elle pas devenue le premier fournisseur d'armes de l'Afrique en multipliant les accords bilatéraux, comme avec le Cameroun en avril 2022 ? Partout où Wagner a pris racine. Syrie, Libye, République centrafricaine (RCA), Mozambique et Mali... le « modus operandi » a fonctionné : le Kremlin a fait miroiter une promesse de protection et de libération de l'influence occidentale en échange d'un accès aux richesses naturelles.

Outre le Mali, Wagner est également très actif au Burkina Faso, au Tchad et au Soudan. Toujours la même tactique : profiter de l'instabilité locale pour étendre son empire

sur les milieux politiques et économiques. En Centrafrique, les auteurs retracent ainsi la rapidité avec laquelle le pays est devenu le laboratoire de l'entrisme russe en quelques années, sur fond d'instabilité chronique, à la faveur du retrait français. Et comment Wagner a phagocyté l'exploitation des diamants ou du bois tropical à travers les sociétés Diamville ou Bois Rouge.

Au Mali, l'un des premiers pays à avoir mis sur Wagner pour assurer sa sécurité, les dessins animés anti-français (financés par les sociétés de prospection minière du groupe russe) font fureur depuis plusieurs années. Solidement installé au Soudan et en Centrafrique, Wagner rêve encore de pousser ses pions en République démocratique du Congo (RDC) et de faire trembler le « verrou tchadien ». L'administration Biden redoute que le système Wagner profite encore du coup d'Etat au Niger. Il est trop tôt pour mesurer l'impact de la reprise en mains de la nébuleuse. Mais nul doute que le Kremlin ne bradera pas le précieux héritage du « traître à la nation ».

(1) « Wagner, enquête au cœur du système Prigojine », de Lou Osborn et Dimitri Zufferey. Editions du Faubourg, 356 pages, 22 euros. A paraître le 15 septembre.
(2) Entretien au Figaro.fr du 25 août 2023.

LA
CHRONIQUE
de Laurence Daziano

L'IRA, un tournant pour l'économie américaine

L'Inflation Reduction Act (IRA) de Joe Biden n'est pas seulement une bonne nouvelle pour la lutte contre le réchauffement climatique. Il s'agit avant tout d'un tournant majeur pour les Etats-Unis sur le plan politique, économique et industriel.

En tandem avec le Chips Act, sur la production de microprocesseurs aux Etats-Unis, l'IRA marque une rupture en subventionnant l'économie américaine. La voie avait été ouverte par Donald Trump en 2018 avec sa politique protectionniste vis-à-vis de la Chine et de l'Union européenne qui s'était traduite par le relèvement des droits de douane et la limite aux importations.

Les Américains étaient jusqu'ici adeptes du « nouveau consensus libéral », selon lequel les forces du marché déterminent son évolution. Ils considéraient qu'entreprendre une politique industrielle financée par le gouvernement fédéral condui-

sait à une allocation inefficace des ressources et menaçait les Américains du « piège du revenu intermédiaire » par une croissance atone.

L'IRA a été engagée par les Etats-Unis parce qu'ils considéraient que la domination de la Chine dans les énergies renouvelables, les métaux et les microprocesseurs est devenue une menace pour leur sécurité.

L'IRA doit subventionner le développement national d'une technologie américaine dans ces domaines, et plus particulièrement dans les nouvelles technologies vertes, que ce soient les énergies renouvelables, le stockage ou la capture du carbone.

Avantage aux Républicains

Une loi qui se serait contentée de ne promouvoir qu'une politique de verdissement de l'économie n'aurait probablement pas été votée au Congrès, d'où son nom de « politique pour réduire l'inflation », cel-

le-ci étant aux Etats-Unis principalement créée par la hausse du prix de l'énergie.

Les Américains étaient jusqu'ici adeptes du « nouveau consensus libéral ».

Mais la domination de la Chine dans les énergies renouvelables, les métaux et les microprocesseurs est devenue une menace pour leur sécurité.

Un an après son adoption, les effets de l'IRA commencent à se faire sentir avec une hausse de 9,7 %, au deuxième trimestre 2023,

des investissements nationaux dans les semi-conducteurs et les technologies de stockage. Les crédits fiscaux sont à l'origine d'une part importante du capital investi dans les capacités renouvelables et le stockage.

Ces investissements profitent davantage aux bastions électoraux des Républicains que des Démocrates. S'ils venaient à regagner la Maison Blanche en 2024, il est probable que les Républicains conserveraient l'IRA.

L'IRA est également le symbole pour les Etats-Unis de la réindustrialisation américaine après les leçons tirées de la période Covid et de la rupture des chaînes d'approvisionnement dont les pertes sont estimées à 1.500 milliards de dollars pour l'économie américaine.

Les industriels américains voient dans l'IRA la possibilité de revoir leurs processus de production, en localisant plus sur le territoire

national et en diminuant la dépendance à la Chine.

Pour les Américains, l'IRA est un moyen d'augmenter les investissements dans les capacités nationales de production afin de réduire les importations chinoises qui demeurent à un sommet historique à près de 540 milliards de dollars en 2022.

Avec l'IRA et sa puissance de frappe de 500 milliards de dollars sur 10 ans, les Américains veulent conserver le leadership industriel et technologique mondial, non seulement contre la Chine, mais également vis-à-vis des Européens.

Les élections européennes en 2024 doivent être l'occasion de consolider une politique industrielle et technologique nous permettant de disposer d'une souveraineté stratégique européenne.

Laurence Daziano est maître de conférences en économie à Sciences Po.